

LA  NEWSLETTER
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

n° 282, 10 octobre 2007, <http://www.jean-jaures.org>

Extrait :

Silence, on joue ! Quand l'équipe géorgienne rencontre les Bleus...

Eveline BAUMANN*

(Fondation Jean Jaurès, 5 octobre 2007)

Dimanche 30 septembre, un bel après-midi ensoleillé. Le stade Vélodrome de Marseille s'apprête à vivre l'événement sportif de la semaine, le match de rugby opposant la France et la Géorgie, qui sera suivi par près de dix millions de téléspectateurs. Sur la tribune, les présidents des deux pays, radieux, affichant leur passion pour le sport et leur proximité par rapport à leur peuple respectif.

Difficile de s'imaginer que 48 heures plus tôt, les Géorgiens étaient près de dix mille à se réunir au centre de la capitale Tbilissi pour réclamer le départ du régime en place, régime accusé par Irakli Okrouashvili, ex-ministre de la Défense et ancien proche du président Mikhaïl Saakachvili, d'avoir érigé en pratique courante l'assassinat d'ennemis intérieurs, qu'il s'agisse d'hommes politiques ou d'oligarches. Les manifestants ne sont pas tous des supporters inconditionnels d'Irakli Okrouashvili, loin de là, mais son arrestation a fait déborder le vase ... La Géorgie, qui a inauguré le ballet des révolutions de couleur dans l'espace postsoviétique, suivie par l'Ukraine et le Kirghizstan, ne serait-elle pas ce modèle de démocratie, modèle ô combien rassurant, que nous présentent à l'envi les média ?

La révolution des Roses, fin 2003, a éveillé beaucoup d'espoirs dans ce petit pays du Sud Caucase d'à peine 4,5 millions d'habitants, et a coïncidé avec des désirs : s'affranchir de la tutelle de Moscou, résoudre, grâce aux amitiés euro-atlantiques, les conflits frontaliers récurrents et surmonter les troubles sociaux consécutifs à la guerre civile, accéder aussi à des conditions de vie plus décentes, disposer de plus de libertés, y compris celle de se rendre à l'étranger — l'Europe, certes, mais aussi les États-Unis — pour y chercher fortune et mieux faire vivre ceux qui sont restés au pays. Espoir et désir surtout de renouer avec une tradition étatique multi-séculaire et de se rapprocher de l'Union européenne.

Le chemin parcouru depuis est impressionnant. Sans aucun doute, le président Saakachvili, porté à la fonction suprême de l'État par une grande majorité des Géorgiens, parfaitement à l'aise dans les salons des grands de ce monde et dans les forums internationaux, est parvenu à émettre les signaux qu'il fallait à l'adresse des puissances occidentales. A preuve, les nombreuses lois votées par un parlement où l'opposition est réduite à sa plus simple expression. Elles concernent les libertés d'expression, les droits des minorités, la décentralisation de la gestion de l'Etat, le système judiciaire, la lutte contre la corruption, l'éducation, les privatisations, l'emploi, la création d'entreprise, etc. Une brochure distribuée, en 2006, lors de la fête nationale qui coïncide avec la fête de St. Georges, fait état de cette activité législative impressionnante. Ce même jour fut aussi inauguré le nouveau symbole de la capitale Tbilissi, un gigantesque monument représentant St. Georges, un cadeau, semble-t-il, du sculpteur géorgien Zurab Tsereteli ayant élu domicile en Russie, ce proche de Vladimir Poutine et du maire de Moscou. Symbole aussi de cette autre caractéristique de la Géorgie, son appartenance à l'aire de la chrétienté, même si celle-ci n'est pas catholique, mais orthodoxe et ne concerne qu'une partie de la population ...

L'opération de charme à l'égard du monde occidental semble bien avoir réussi. La Géorgie bénéficie des mesures prises dans le cadre de la Politique européenne de voisinage et l'Union

européenne a élu Tbilissi pour implanter son unique délégation dans le Sud Caucase. En 2005, le président Bush fit une visite mémorable à son « ami » Saakachvili, et ce dernier fut aussi l'un des premiers à féliciter son homologue Nicolas Sarkozy, nouvellement élu. Alors que l'économie de marché est élevée en credo par les décideurs du pays, *Doing Business*, l'agence de notation de la Banque mondiale, considère la Géorgie comme un réformateur de premier rang. Il n'en reste pas moins que les Géorgiens, eux, sont nombreux à s'impatienter. Certes, l'économie croît de près de 10 % par an, mais les fruits de cette croissance sont très inégalement répartis. Le chômage, phénomène quasiment inconnu à l'ère soviétique, prend des ampleurs contredisant les données officielles. La majorité des Géorgiens vivent de petites activités marchandes, comme on en connaît dans les pays à revenu moyen faible d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique. La pauvreté touche deux Géorgiens sur cinq, les protections sociales sont quasiment inexistantes. Et alors que les droits individuels de propriété ne bénéficient pas de toutes les garanties requises, les arrestations se multiplient... Certains groupes de la population, les retraités surtout, ne se cachent pas d'une certaine nostalgie de l'époque soviétique.

Les manifestations sur l'avenue Roustaveli, les Champs Elysées de Tbilissi, rassemblent, pour le moment, des habitants de la capitale, mais il semblerait que des ruraux s'apprentent à s'y rendre, eux aussi, comme à l'époque de la révolution des Roses. Les manifestants expriment leur mécontentement et se montrent solidaires, au moins sur un point : en finir avec le régime en place grâce à des élections. Pendant ce temps, les regards de la communauté internationale se tournent ailleurs : vers l'Ukraine où se déroulent des élections législatives, vers la Birmanie où les révoltes sont réprimées dans le sang, vers la Russie où l'on se prépare à la relève du président Poutine. Autant d'événements qui feraient écran à ce qui se passe en Géorgie, permettant aux pays « amis » et à leurs média de garder le silence ? Silence indifférent ? Ou gêné parce que l'on se serait trompé sur les aspirations véritables d'une équipe qui fait hisser le drapeau européen sur les bâtiments publics ? Parce que l'on aurait sous-estimé les contraintes réelles auxquelles doit faire face la démocratisation dans un pays postsoviétique comme la Géorgie ?

Quoi qu'il en soit, on pourrait penser que la Géorgie surestime l'importance qu'elle a pour ses « amis » européens et atlantiques. Certes, ils tiennent à la sécurisation de ce petit pays situé aux portes de l'Europe, entre autres pour endiguer le flux d'immigrés potentiels, d'où aussi leur insistance sur les valeurs démocratiques supposées garantir la paix sociale et mener, avec l'aide de l'économie de marché, à plus de prospérité. Mais ce qui pourrait leur importer tout autant, sinon davantage, c'est la protection des voies de transit des hydrocarbures, ainsi que la lutte contre la supposée menace terroriste qui viendrait de la Tchétchénie et de l'Ingouchie voisines. La Géorgie, de son côté, en prêtant allégeance aux Etats unis et en courtisant les autorités de Bruxelles, semble vouloir se persuader que leur soutien lui permettra de s'affirmer davantage vis-à-vis de la Russie et d'affirmer en même temps son européanité. Les événements récents et le silence qui les entoure amènent, dans tous les cas, à se poser bien des questions...

* **Eveline Baumann** est chercheuse socio-économiste

Pour en savoir plus :

Balivet Thomas [2005], *Géopolitique de la Géorgie. Souveraineté et contrôle des territoires*. Paris, L'Harmattan, 182 p.

Baumann Eveline, 2007, *Nouveaux défis pour les pays postsoviétiques. La protection sociale en Géorgie*. Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, n° 10, Paris, 27 p. [<http://www.jean-jaures.org>].

Baumann Eveline, Volpe Evelyne [2007], « Se rapprocher de l'Ouest pour se démarquer du Sud sans perdre le nord. ?! Questions à l'adresse de la Géorgie (Sud-Caucase) », *Revue Autrepart, "On dirait le Sud..."*, n° 41, pp. 195-210.

Serrano Silvia [2007], *Géorgie. Sortie d'empire*. Paris, CNRS Éditions, 342 p.

Sumbadze Nana [2006], *Georgia Public Opinion Barometer 2006*. Tbilisi, Institute for Policy Studies, 69 p.

<http://imedinews.ge/en>

<http://www.messenger.com.ge/>

<http://www.georgiatoday.ge/>

<http://www.russiatoday.ru/>